

	<b>Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme</b>
	Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale
Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme	

***En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale***

*Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.*

*Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)*

<b>Cadre réservé à l'autorité environnementale</b>		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement

<b>1. Identification de la personne publique responsable</b>
Dénomination
VILLE DE CANNES
SIRET/SIREN
21060029200010
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
Place Cornut-Gentille – Hôtel de Ville 06400 CANNES
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
Monsieur David LISNARD Maire de CANNES
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)
Madame Agnès LAHILLE Cheffe du service urbanisme prévisionnel et opérationnel – direction de l'urbanisme
Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)
tél : (04) 97 06 46 84 - <a href="mailto:agnes.lahille@ville-cannes.fr">agnes.lahille@ville-cannes.fr</a>

<b>2. Identification du PLU</b>	
<b>2.1</b>	Type de document concerné (PLU, PLU(i))
	P.L.U.
<b>2.2</b>	Intitulé du document
	Projet de modification n°5 du P.L.U. révisé le 18 novembre 2019
<b>2.3</b>	Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document
	P.L.U. approuvé le 24 octobre 2005 et ses 11 modifications, révisé le 18 novembre 2019 modifié le 19 juillet 2021 (M1), le 13 octobre 2022 (DUP-MEC portée par la SNCF pour LNPCA), le 28 novembre 2022 (M2), le 23 juin 2023 (MS1), le 27 novembre 2023 (DP Nouvelle Frayère), le 18 décembre 2023 (M3), le 24 juin 2024 (M4) – <a href="https://www.cannes.com/fr/cadre-de-vie/travaux-voirie-urbanisme-logement/urbanisme/plan-local-d-urbanisme-plu/fonds-documentaires.html">https://www.cannes.com/fr/cadre-de-vie/travaux-voirie-urbanisme-logement/urbanisme/plan-local-d-urbanisme-plu/fonds-documentaires.html</a>
<b>2.4</b>	Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU
	CANNES
<b>2.5</b>	Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)
	Du fait que les objets de cette procédure sont éparés sur le territoire communal, une cartographie présentant leur localisation est insérée en introduction de l'annexe relevant de la rubrique 6 – autoévaluation.

<b>3. Contexte de la planification</b>	
<b>3.1</b>	<b>Documents de rang supérieur et documents applicables</b>
	Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?
	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
	Si oui, nom du document et date d'approbation :
	S.R.A.D.D.E.T. approuvé le 26 juin 2019
	Le territoire est-il couvert par un SCoT ?
	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
	Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :
	SCoT approuvé le 21 mai 2021
	Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?
	SDAGE adopté le 20 novembre 2015 - PGRI 2022-2027 du bassin Rhône-Méditerranée approuvé le 21 mars 2022 - PCAET en cours d'élaboration.

**3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU**

Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration

Oui

Non

Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale

Evaluation environnementale dans le cadre de la révision du PLU le 18 novembre 2019

Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ?

Oui

Non

Si oui, préciser la date de l'actualisation

Modification n°3 du PLU approuvée le 18 décembre 2023, soumise à évaluation environnementale et qui a fait l'objet de la décision n°2023 APACA 39/3508 de la MRAE du 22 août 2023.

Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle

Une note en réponse à l'avis de la MRAE a été intégrée au dossier d'enquête publique de la modification n°3. L'évaluation environnementale a été mise à jour avant approbation de la modification n°3 pour tenir compte des demandes de compléments de la MRAE. Pour la présente auto-évaluation, a été pris en compte la nécessité de davantage dézoomer et présenter les évolutions règlementaires au regard des enjeux du secteur de ville. L'adéquation avec le développement des transports, la prise en compte de la qualité de l'air et du bruit, la quantification des besoins en eau potable apparaissent comme moins pregnants au regard des objets de la présente modification n°5 du PLU mais ont été détaillés dans l'autoévaluation environnementale ci-jointe.

Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale

Oui

Non

Modification n°1 approuvée le 19 juillet 2021 – Modification n°2 approuvée le 28 novembre 2022 - Modification simplifiée n°1 approuvée le 26 juin 2023, Modification n°4 approuvée le 24 juin 2024 (auto-évaluation conforme)

Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet

M1 : confortement de l'offre en habitat accessible et de qualité, mixité fonctionnelle des quartiers, essor de la filière de l'audiovisuel, patrimoine bâti. M2 : production de logements et intégration dans le PLU du PPRI révisé et approuvé le 15 oct 2021. MS1 : réglementation des constructions ayant pour destination la restauration, l'hébergement touristique et hôtelier, les équipements d'intérêt public et de service public en UFc, évolution des implantations des constructions par rapport aux voies et emprises publiques à l'alignement des voies publiques en zone Np. M4 : changement de zonage sur ZI la Roubine, modification des hauteurs sur une rue du quartier des Muriers, modification règlementaire

pour les surélévations, identification de jardins et arbres remarquables, suppression d'emplacements réservés, modification pour l'implantation des antennes relais, clarifications rédactionnelles du règlement

#### 4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine

##### 4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique

Modification : Articles L. 153-36 et suivants du code de l'urbanisme

##### 4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU

4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)

73 255 habitants (source INSEE 2021)

##### 4.2.2 Caractéristiques spatiales

Superficie totale (en hectares)	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.			
Superficie par zones	Actuellement		Après évolution	
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	Pourcentage de superficie du territoire
zones U	1657	32,8%	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
zones 1 AU	0	0	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
zones 2 AU	4	0,1%	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
zones A	69	1,4%	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
zones N	3318	65,7%	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Total	5048	100%	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
-------	------	------	--	--

#### 4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

Le P.A.D.D. identifie quelques quartiers résidentiels comme des secteurs qualifiés de densification urbaine douce traduite par des normes adaptées d'emprise au sol et d'évolutions des prospects et hauteurs :

- Superficie envisagée 2017-2027 d'ouvertures nouvelles à l'urbanisation : 1.1ha
- Superficie envisagée 2017-2027 de la mobilisation foncière en renouvellement urbain (mixité fonctionnelle) : 90 ha
- Superficie de la consommation foncière dans l'enveloppe urbaine : 17 ha
- Superficie de la consommation foncière en extension urbaine : 5 ha
- Superficie de la consommation foncière sur les parties sommitales des collines : 0 ha

### 4.3 Caractéristiques de la procédure

#### 4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure

Les grands objectifs poursuivis par cette procédure de modification n°5 du P.L.U. de Cannes sont les suivants :

- Favoriser le renouvellement urbain et adapter les outils d'urbanisme mobilisés aux enjeux des quartiers concernés,
- Compléter l'inventaire du patrimoine naturel remarquable,
- Intégrer des évolutions réglementaires visant à répondre aux enjeux de préservation du paysage et du patrimoine cannois et aux enjeux de développement territorial,
- Modifier les documents du P.L.U. pour tenir compte de l'évolution des besoins en matière d'équipements du territoire,
- Corriger et préciser certains éléments rédactionnels du P.L.U.

Le contenu de cette modification est le suivant :

- Actualisation des secteurs de plan de masse (P.D.M.) :
  - Secteur République :
    - o Evolution du P.D.M. « R3 », sis angle rue Fellegara - impasse Saint-Paul
    - o Suppression du P.D.M. « R6 », sis angle bd de la République - rue Migno
  - Secteur de la Bocca :
    - o Evolution du P.D.M. « BC2 », sis avenue Anthony Dozol
    - o Evolution du P.D.M. « BC6 », sis angle av. Francis Tonner – rue Roquebillière
    - o Evolution du P.D.M. « BC8 », sis angles av Francis Tonner - rue Pierre Sémard - rue Marco del Ponte
  - Secteur Pointe Croisette :
    - o Suppression du P.D.M. « PC1 », sis angle rue Saint Jin-Jin – av de Lerins
    - o Suppression du P.D.M. « PC2 », sis angle ouest av de Lerins – av Reine Astrid
    - o Suppression du P.D.M. « PC3 », sis angle est av de Lerins – av Reine Astrid
- Préservation du patrimoine végétal :
  - o Protection du chêne liège sis 26-28 bd de l'observatoire
  - o Extension d'un espace vert à protéger sis 67 av Albert 1<sup>er</sup>

- Actualisation des emplacements réservés (E.R.) :
  - o Suppression de l'E.R. I.C.32 sis 1 rue Eugène Brioux et 10 avenue Tristan Bernard
  - o Suppression de l'E.R. I.C.55 sis 9 à 15 rue Velasquez
  - o Suppression de l'E.R. I.C.56 sis 59 boulevard de la Croisette, 21 rue du Canada et 2 rue Rouaze
  - o Suppression partielle de l'E.R. I.C.151 sis av. Anthony Dozol
  - o Suppression partielle de l'E.R. I.C.20 sis av. de Grasse
  - o Suppression partielle de l'E.R. I.C.1 sis av. Sainte-Marguerite
  - o Suppressions partielles de l'E.R. I.C.2 sis bd de la Mer – rue Stephen Liegeard
  
- Modification d'une marge de recul sur la parcelle cadastrée CD 001 sise 16 av des Hespérides, à l'angle de l'av de Lérins
  
- Evolutions règlementaires :
  - o Modification relative aux établissements d'intérêt collectif et de services publics en UFc
  - o Modification relative à l'installation des appareillages de climatisation en toiture
  - o Modification applicable aux antennes relais
  
- Corrections d'erreurs matérielles :
  - o Suppression de la servitude d'attente de projet (S.A.P.)
  - o Correction d'une référence législative
  - o Mises à jour de références cadastrales désignant le patrimoine bâti remarquable
  - o Correction d'erreurs graphiques

4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions

- Oui  
 Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ?

- Oui  
 Non

Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs

- Oui  
 Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Les évolutions des P.D.M. suivants rendent possibles les nombres de logements suivants :

Annexe II

- R3 – angle impasse Saint-Paul - rue fellegara : 14 logements estimés contre 6 selon le P.L.U. actuel
- BC6 – angle av Tonner – rue Roquebillière : la réduction du secteur de P.D.M. ne permet plus que 21 logements contre 40 permis par le P.D.M. en vigueur. Le retour au droit commun sur le reste de l'emprise offre toutefois un potentiel de 27 logements, ce qui constitue une densification hypothétique de cet ilot.

4.3.4 La procédure a pour objet :

- de créer un espace boisé classé

Oui

Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

- de déclasser un espace boisé classé

Oui

Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers

Oui

Non

Si oui, préciser la localisation et les superficies

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier

Oui

Non

Si oui, préciser la localisation et les superficies

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

- de créer de nouvelles protections environnementales

Oui

Non

Si oui, préciser les protections et leurs superficies

Le projet de modification n°5 du P.L.U. prévoit les nouvelles protections suivantes :

- Protection d'un chêne liège sis 26-28 bd de l'observatoire
- Extension d'un espace vert à protéger sis 67 av Albert 1<sup>er</sup>

- de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels

Oui

Non

Si oui, préciser les protections et leurs superficies

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

**4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet**

- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale :

Oui

Non

Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

**4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée (L. 300-6-1)**

- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet

- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale :

Oui

Non

Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

**4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur**

- Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la **rubrique 3.1**, intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

- Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

**4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales**

Oui

Non

**Si oui, préciser les effets**

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

**5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure**

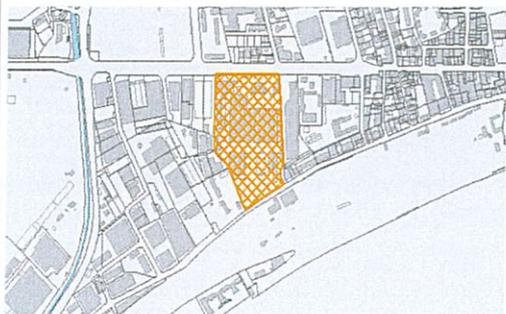
**5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :**

Oui Non

Si oui, précisez

## Annexe II

Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Les dispositions de la loi littoral	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le territoire est concerné par les dispositions de la loi Littoral traduites dans la D.T.A. des Alpes-Maritimes.
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Baie et cap d'Antibes – îles de Lerins code FR9301573 
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Les sites inscrits à Cannes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Arrêté interministériel du 10 octobre 1974 inscrivant sur l'inventaire des sites pittoresques la bande côtière de Nice à Théoule ;</li> <li>• Arrêté du 11 mai 1944 protection de la croisette.</li> </ul> <p>Les sites classés à Cannes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Arrêté du 17 mars 1930 l'ensemble de l'île Sainte Marguerite avec sa forêt à l'exception du fort et ses dépendances ;</li> <li>• Arrêté du 4 août 1936 : La butte Saint Cassien avec ses arbres centenaires la chapelle et l'ancien ermitage ;</li> <li>• Arrêté du 17 septembre 1941 : l'île saint Honorat ainsi que l'ensemble des immeubles nus, les façades et toitures des immeubles bâtis et les plantations d'arbres appartenant à la communauté de l'abbaye de Lerins ;</li> </ul>

			<ul style="list-style-type: none"> <li>• Arrêté du 4 juin 1964 : partie du domaine public maritime où sont aménagés les installations annexes, les jardins et les parkings du second port de plaisance.</li> <li>• Arrêté du 13 décembre 2021 : les ouvrages couronnant le mamelon du Suquet.</li> </ul>
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	PAC janvier 2021 : Caractérisation du risque technologique - Société ACA Aéroport Cannes Mandelieu. Le périmètre du PAC s'inscrit dans les limites de la zone aéroportuaire de Cannes Mandelieu.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Arrêté préfectoral du 15 octobre 2021 approuvant le PPRI. Arrêté préfectoral du 29 décembre 2010 approuvant le PPRIF.
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Arrêté préfectoral 15592 du 29 novembre 2017 instituant des servitudes d'utilité publique sur les terrains du site industriel anciennement exploité par la société ANSALDOBREDA – 175 avenue Francis Tonner.</p> 
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ancienne usine à gaz de Cannes la Bocca au 232 avenue Francis Tonner ;</li> <li>• Ecole maternelle publique « Maurice Alice » au 72 Avenue du Maréchal Gallieni (cf carte jointe) ;</li> <li>• Ecole élémentaire publique « Hélène Vagliano » et école</li> </ul>

			maternelle publique « Ange Marie Miniconi » au 1 rue de Mulhouse et 4 rue de Metz (cf carte ci-jointe) ; <ul style="list-style-type: none"> <li>• Ancienne usine à gaz de Cannes Maria, place du commandant Maria et Boulevard de la République ;</li> </ul>
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p><b>LISTE DES MONUMENTS HISTORIQUES CLASSES</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La chapelle Saint-Sauveur sur l'île Saint-Honorat</li> <li>- La chapelle de la Trinité sur l'île Saint-Honorat</li> <li>- Deux fours à boulets pointe Est et deux fours à boulets pointe Ouest de l'île Saint-Honorat</li> <li>- L'Ancien Fort Royal de l'île Sainte-Marguerite avec son puits espagnol et la zone militaire qui l'entoure</li> <li>- Le château fort ou ancien monastère Saint-Honorat sur l'île Saint-Honorat</li> <li>- L'ancien château, rue Louis Périssol : Tour du Suquet, chapelle Sainte-Anne et église Notre-Dame de l'Espérance</li> <li>- La villa Rothschild : villa et son parc avec ses fabriques, ses sculptures et ses bâtiments (cadastrée AW 167)</li> <li>- Saint Georges'Church et ses dépendances, situées 29 av du Roi Albert 1<sup>er</sup> (CM18)</li> </ul> <p><b>LISTE DES MONUMENTS HISTORIQUES INSCRITS</b></p>

- La Batterie de la Convention située sur l'île Sainte-Marguerite
- La chapelle de la Miséricorde dite chapelle des Pénitents noirs
- L'oppidum du Mont Pérou (D1, 51 à 53 et 326) sur la commune de Vallauris
- Certaines parties de l'hôtel Carlton, bd de la Croisette (BX 35)
- Le parc et les jardins de Champfleuri situés 44-48 avenue Roi Albert 1er / avenue de la Favorite, à l'exclusion des bâtiments récents qu'ils portent (CL 111)
- Le kiosque à musique des Allées de la Liberté (BS 202)
- La villa Domergue et ses jardins (DK 381,383, 603, 604, 606)
- Le parc Vallombrosa et certaines parties de l'ancien Hôtel du Parc (AW 202)
- La totalité de la villa Romée avec le jardin et le sol de la parcelle (AV 102)
- Le Monument aux morts de la guerre 1914-1918 (en totalité), situé promenade de la Pantiero et allées de la Liberté
- Le Tombeau de Prosper Mérimée, situé au cimetière du Grand Jas
- L'église orthodoxe Saint-Michel Archange, les façades et toitures du presbytère et la partie du parc située au Nord et à l'Est du mur de clôture au centre de la propriété, situés 40 avenue Alexandre III (CI 1119)

<p>Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement</p>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>L'inventaire des zones humides fait état sur Cannes de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la zone du Béal (06CEN201)</li> <li>- le canal de la Siagne (06CEN204)</li> </ul>
---	-------------------------------------	--------------------------	--

			<ul style="list-style-type: none"> <li>- la Grande Frayère (06CEN093)</li> <li>- les Prés salés des Iles de Lérins (06CEN341)</li> </ul>
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le S.R.C.E. P.A.C.A. arrêté le 26 novembre 2014 a cartographié les trames verte et bleue du territoire. La trame verte concerne les parties sommitales (Croix des Gardes et Californie) et insulaires ; la trame bleue concerne partie de Croix des Gardes, le cours d'eau Frayère et l'étang du Batégurier sur l'île Sainte Marguerite.
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	ZNIEFF continental de type II Iles de Lérins (930012585) : 1 <sup>er</sup> avis CSRPN 27/11/2020 – date actuelle d'avis SCRPN 27/11/2020 – Date de 1 <sup>ère</sup> diffusion INPN 09/11/2022 – date de dernière diffusion INPN 09/11/2022
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les secteurs suivants sont concernés par des espaces boisés classés : - Ile Sainte-Marguerite sur 161,8 ha - Ile Saint-Honorat sur 212,6 ha - Croix des Gardes sur 16,5 ha - Californie sur 36,3 ha - La Bocca sur 24,30 ha
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

**5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :**

## Annexe II

	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Les dispositions de la loi littoral	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Espace proche du rivage (articles L. 121-13 et L. 121-40 du code de l'urbanisme) et l'espace enjeu tel que matérialisé au sein de la D.T.A. des Alpes-Maritimes
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet de modification n°5 du P.L.U. est concerné par le P.P.R.I. et le P.A.C. submersion marine, au titre de modifications ponctuelles en centre urbain de la Bocca. Une analyse fine de la compatibilité du projet avec ce P.P.R.I. et ce P.A.C. est intégrée au rapport de présentation (chapitre C.4). Les risques naturels sont également intégrés dans l'auto-évaluation du projet de modification n°5 jointe à ce document.
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

**5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :**

## Annexe II

	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	L'ensemble des objets du projet de modification n°5 du P.L.U. sont localisés dans l'inventaire des sites pittoresques de la bande côtière de Nice à Théoule (arrêté interministériel du 10 octobre 1974) compte-tenu du fait que ce site inscrit concerne la presque totalité du territoire cannois (à l'exception du quartier de Ranguin en extrémité nord-ouest du territoire).
D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le P.D.M. PC 1 sis angle rue Saint Jin-Jin - av de Lérins ainsi que la marge de recul modifiée à l'angle av des Hespérides – av de Lerins sont inclus dans le périmètre MH de l'église Saint Michel Archange (à distance d'environ 350 m). L'extension de l'E.V.P. sis av Roi Albert 1 <sup>er</sup> est incluse dans le périmètre MH des parc et jardins de Champfleuri (à distance d'environ 100 m). Partie de l'évolution réglementaire relative aux antennes relais s'applique spécifiquement dans un périmètre de 500 m des MH.
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Annexe II

D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet de M5 du P.L.U. prévoit l'identification de deux nouveaux bâtis remarquables au titre du L151-19 sis angle ouest av de Lerins – rue Reine Astrid. La suppression de certains emplacements réservés permet par ailleurs de lever la contradiction avec l'identification des éléments de patrimoine bâti remarquable suivant : l'hotel Bleu Rivage adressé rue du Canada, la Villa Capricia adressée av de Grasse, le Campus international sis 12 rue Stephen Liegeard, la Villa Latine sise 10 rue Stephen Liegeard. La marge de recul modifiée à l'angle av des Hespérides – av de Lerins concerne également la Villa Anne-Marie.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La création d'un E.V.P. sis bd du Roi Albert 1 <sup>er</sup> est dans la continuité de l'E.V.P. existant qui concerne le parc du Château Joli. Idem pour l'E.V.P.

			étendu au droit de la Villa des Araucarias à l'angle rue Saint Jin-Jin – av de Lerins. L'arbre remarquable identifié bd de l'Observatoire est à proximité immédiate d'un E.V.P. existant sur le top collinaire de la Californie.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

**5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?**

- Oui  
 Non

Si oui, précisez :

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

## 6. Auto-évaluation

L'auto-évaluation doit **identifier** les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et **expliquer** pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

*Se reporter à la rubrique 6 de la notice explicative pour le détail de la démarche permettant l'auto-évaluation. Fournir une note détaillée en annexe (cf. point 8).*

## 7. Autres procédures consultatives

### 7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées

Juin 2025

### 7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)

Les personnes publiques associées et l'Autorité environnementale sont les seules entités consultées pour ce projet de modification n°4 du P.L.U.

### 7.3 Procédure de participation du public envisagée

- enquête publique

- Oui  
 Non

- participation du public par voie électronique

- Oui  
 Non

- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures

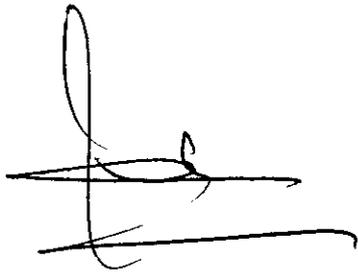
- Oui  
 Non

Si oui, préciser lesquelles
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- autre, préciser les modalités
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

8. Annexes	
<b>8.1 Annexes obligatoires</b>	
1	Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comprenant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés) <input checked="" type="checkbox"/>
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations ( <i>rubrique 2.5</i> ). <input checked="" type="checkbox"/>
3	L'auto-évaluation ( <i>rubrique 6</i> ) <input checked="" type="checkbox"/>
4	Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site <i>Internet</i> <input type="checkbox"/>
<b>8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant</b>	
Veuillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent	
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	

9. Engagement et signature			
Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus			
(personne publique responsable)			
Fait à	Cannes	le,	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Nom	FIorentino	Prénom	Christophe
Qualité	Conseiller Municipal		
Signature			

Annexe II

A handwritten signature in black ink, consisting of a large loop at the top left, followed by a horizontal line, and a long horizontal stroke at the bottom.